

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE

9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER

123, rue Montmartre. PARIS (2^e)

LA QUESTION DES LOYERS Ces pauvres propriétaires

La dernière loi sur les loyers, du 31 juillet 1924, que l'intransigeance du Sénat de propriétaires a arrachée, après un simulacre de résistance, à la Chambre des simili-gauches, livre les locataires, pieds et poings liés, à la capacité des vautours. Après la faillite de la méthode parlementaire, il ne reste qu'une voie : l'action directe des locataires. Mais pour avoir du cœur à l'ouvrage, il serait utile de leur faire connaître comment ils sont grugés par la gent des propriétaires et quels bénéfices les vautours de la propriété bâtie réalisent à leurs dépens.

La charge de la propriété bâtie, avant la guerre, s'élevait à 25 % environ du revenu net et était de plusieurs natures : contributions, travaux d'entretenir, fournitures et concierges.

Les contributions sont, à l'heure actuelle, à peu près doublées ; le coefficient des travaux de bâtiment a presque quadruplé, mais, depuis ce temps, les propriétaires ont réduit ces travaux à au strict minimum indispensable (couverture, plomberie, etc...). Laissant aux locataires les travaux d'entretenir, ils ne supportent guère qu'une augmentation de 100 % des travaux de réparation. Les concierges n'ont pas été augmentés, les propriétaires escomptant les deniers à Dieu, très souvent scandaleux, que ceux-ci se font verser. Les portes et fenêtres et le droit proportionnel sont acquittés par les locataires. En somme, les charges ont doublé à peine et une augmentation de 25 % serait largement suffisante pour les couvrir.

Or, une loi du 9 mars 1918 a indemnisé les propriétaires de 50 %, c'est-à-dire de la moitié des loyers qu'ils n'ont pas perçus pendant la guerre.

La même loi a fait remise à la propriété bâtie, c'est-à-dire aux propriétaires d'immeubles, de 50 % des impôts dus pendant la période de 1914 à 1920.

Ce n'est pas tout. La loi du 25 janvier a exonéré, jusqu'à l'an 1926, les propriétaires de tout impôt foncier nouveau ; en d'autres termes, elle maintient le taux des contributions de 1920 pendant cinq années. La propriété rassemble ainsi un cadeau de un milliard et demi, soit le montant de l'impôt 10 % sur les salaires. En fin de compte, ce sont les salariés qui, après avoir débordé les milliers de propriétaires, leur assurent la franchise des contributions. Au fond, les propriétaires ont déjà tout récupéré ; ce qu'ils veulent, c'est de pouvoir spéculer impunément sur les loyers, en triplant le taux ; c'est là ce qu'ils appellent le retour au droit commun.

Ce droit commun, qui n'était qu'un privilège exorbitant inconnu dans aucun pays du monde, même le plus rotatitaire, comme nous l'avons déjà dit.

Les propriétaires sont-ils vraiment à plaindre ?

Examinent les chiffres. Voici, par exemple, un propriétaire qui a acquis, lui ou ses parents, il y a vingt, trente, quarante ou cinquante ans, une maison, à Paris, de 500 mètres de terrain, moyennant 200.000 francs, qui lui rapportait 14.000 francs net, soit 7 %.

Le propriétaire de la maison, avant la guerre, a donc touché 5, 6, 7 ou 8 % de revenu net, et il ne faut pas croire que ce soit là une exception ; c'est, au contraire, le cas des deux tiers et même des trois quarts des propriétaires. Car les deux tiers et même les trois quarts des maisons de Paris sont plus ou moins vieilles et étaient vendues autrefois avec ces taux rémunératoires. Les statistiques des ventes en font foi, statistiques faciles à vérifier.

Donc, voilà le propriétaire qui récupère, ou a déjà récupéré, son prix d'achat, et ces 200.000 francs récupérés, il a pu les replacer et s'en faire un revenu semblable de 14.000 francs net, en maison, ou de 6 à 8.000 francs, en valeurs de Bourse. La maison est déjà amortie ; mais, comme elle dureur encore vingt, trente, quarante ou cinquante ans, le propriétaire continuera à toucher des loyers avec une mise de fonds nulle. Pauvre propriétaire !

Mais, il y a encore bien mieux ! En effet, le terrain subsiste, et tel terrain qui, il y a trente ou quarante ans, valait 100 à 200 francs le mètre carré, en vaut aujourd'hui 400, et les 500 mètres de terrain de maison prise ci-dessus comme exemple vaudront donc : 500 × 100 = 200.000 francs.

Donc, le propriétaire en question pos-

sède aujourd'hui sa vieille maison amortie, qui représente encore un nombre respectable de billets de mille francs, en prix ou en loyers à recevoir, sans compter son terrain de 200.000 francs et les 200.000 francs primits du prix d'achat qu'il a recouvrés chaque année par le supplément d'intérêts de 7 % net et qu'il a pu replacer à sa guise, soit au total plus de 400.000 francs, et un revenu de 14.000 + 14.000 (en revenu d'immeuble nouveau) = 28.000 francs net, ou 14.000 + 6 ou 8.000 (en valeur de Bourse) = 22.000 francs net.

Si les propriétaires n'étaient pas aveuglés par un orgueil mal compris, ils ne s'opposeraient point à la municipalisation des logements que préconisent certains groupements de locataires. La municipalisation n'est point la socialisation du logement. Après comme avant, le propriétaire conserve son capital immobilier, avec le droit d'en jour, de l'aliéner, de le donner ou de le léguer. La municipalisation ne lui enlève que le droit d'administrer l'immeuble, droit peu enviable et dont la plupart des propriétaires se déchargeant sur des gérants, et le droit de percevoir des loyers excessifs, droit que le propriétaire possédait avant la guerre, mais dont il se trouve destitué par la loi sur la spéculation illicite.

Au fond, si les propriétaires résistent à la municipalisation, c'est qu'ils escomptent l'abolition des lois sur la spéculation illicite et la possibilité de faire monter les loyers à leur fantaisie. Ou bien, ils hésitent à céder peu, craignant qu'on ne demande trop. Infaillible voie pour aboutir à une impasse avec la culbute au bout.

Ceux qui ont voulu et fait la guerre sont paralysés par les conséquences de celle-ci. Ils se trouvent arrêtés devant l'amas des ruines qu'ils ont accumulées. Les villes surpeuplées commencent à cracher de toutes parts. Les îlots insalubres se multiplient au sein des cités. On en compte dix-sept, à Paris, contre sept en 1914. Et cependant, devant la menace des épidémies et de la tuberculose que la concentration urbaine rend très réelle, on n'entreprend rien, on ne construit plus. C'est la carence de la propriété bâtie, c'est-à-dire de la propriété privée, pierre angulaire de l'édifice social.

Les capitaux, investis dans les constructions, où le coût des matériaux a triplé et parfois quadruplé depuis 1914, ne sont plus rémunérés, malgré l'augmentation insensée, insupportable pour la plupart des travailleurs, des loyers. D'autre part, grâce à la politique financière incohérente du gouvernement, les détenteurs de capitaux sont sollicités par les emprunts d'Etat rapportant 6 % net de tous impôts présents et futurs.

Ainsi la situation se présente sous de fort sombres aspects, et le Temps lui-même (du 11 juillet 1922) a prévu pour 1925, à la suite des majorations qui excéderont manifestement la capacité de paiement des locataires, « un grave conflit social, « un des plus beaux conflits sociaux qu'il soit possible d'imaginer ».

Manquant d'imagination, comme de cœur, du reste, les propriétaires s'imaginent sans doute qu'ils vont assister à la répétition des événements de 1871. C'est à nous de les détruire. En portant un coup décisif à la propriété, — bâtie ou non, — nous nous libérerons et nous préservons les générations à venir de cette pieuvre qui a sué et grugé pendant trop longtemps les races humaines.

HEBERT.

ENFIN !

Goldsky est libre !

Hier soir à 6 heures 45, le ministère de la Guerre communiquait la note suivante :

« Le Ministre de la Guerre par intérim vient de décider, en vertu de l'article 150 du Code de justice militaire, la suspension de peine de Jean Goldsky, dont le dossier a été

précédemment soumis aux fins de révision

par la Garde des Sceaux à l'examen de la

Chambre des mises en accusation.

« En raison des vacances judiciaires, la Cour ne pourra, en effet, poursuivre l'examen des pièces de la procédure qu'en Octobre. D'autre part, Goldsky, condamné à huit ans de travaux forcés, a déjà accompli sept ans de sa peine. »

Il a été libéré hier soir à 7 heures.

Mieux vaut tard que jamais ! Mais il a fallu pour arriver à ce résultat que Goldsky fit la grève de la faim !

Donc, le propriétaire en question pos-

La vie toujours plus chère

Le ministère du travail communique les indices suivants, relatifs aux prix de gros, de la statistique générale de la France, ramenés à la base 100 en juillet 1914 :

Nature et nombre des articles	Fin juillet	Fin juin	Fin mai
Indice général.....	(45)	491	475
Denrées alimentaires :	—	—	—
Ensemble	(20)	436	428
Aliments végétaux.....	(8)	416	421
Aliments animaux	(8)	423	406
Sucre, café, cacao.....	(4)	514	492
Matières industrielles :	—	—	—
Ensemble	(25)	530	517
Minéraux et métaux.....	(7)	479	456
Textiles	(6)	677	650
Divers	(12)	493	474

Les chiffres relatifs au mois de juillet sont provisoires ; ceux relatifs à mai et juin sont définitifs.

Remarquons que l'indice général des prix de gros est supérieur de 16 points à celui de juin et de 23 points à celui de mai.

Pour les denrées alimentaires, s'il y a une légère diminution sur les aliments végétaux (grâce à la saison), il y a hausse sur tous les autres aliments. Et dans l'ensemble alimentaire, la progression est sensible. La classe ouvrière a fort à faire pour joindre les deux bouts.

A quand la prochaine ?

M. Herriot a quitté Paris hier soir à 8 h. 45 pour regagner Londres, accompagné du général Nollet et de Clémentel.

Puis aujourd'hui la comédie recommencera jusqu'à ce qu'un compromis soit trouvé entre les financiers et industriels des deux clans.

Et puis les gouvernements se sépareront jusqu'au jour que nous pouvons prévoir jusqu'à très loin et où une nouvelle conférence devienne nécessaire.

Car quelque changement que l'on puisse apporter à certaines clauses des réparations, c'est tout le traité de guerre de Versailles qu'il faut détruire — et seule une entente internationale des prolétaires qui par dessus les frontières et contre tous les gouvernements sauront imposer la paix universelle pour empêcher le retour des guerres détruisant le rouage responsable : le Capitalisme.

Le Conférence de Londres prendra fin vendredi ou Samedi — à quand la prochaine Conférence ?

LE FAIT DU JOUR

Et pendant ce temps là...

M. Herriot voyage de Londres à Paris et de Paris à Londres. Il va, il vient, sans résultat — mystérieusement. C'est ça la nouvelle diplomatie pour laquelle les peuples d'Europe se sont massacrés pendant plus de quatre ans !

M. Herriot vient de repartir. Entre les exigences des financiers internationaux et les roureries de ses confrères des autres pays, le grand manitou du Bloc des Gauches se débat lamentablement. Et toute la presse suit anxiement ces va-et-vient sans résultat, ces navettes dans le vide...

Et pendant ce temps-là M. Herriot oublie ou fait semblant d'ignorer Cottin et Jane Morand dont la raison sombre dans le néant — là-bas, au fond de leurs cellules...

Pendant ce temps-là, il y a des mamans et des amantes qui attendent les êtres chers emprisonnés depuis des années dans les prisons militaires, pour n'avoir pas voulu priver d'autres femmes de leurs enfants ou de leurs compagnons.

Pendant ce temps-là la vie ne cesse de renchérir : on annonce pour bientôt la hausse du pain jusqu'à trente sous.

Pendant ce temps-là les salaires sont insuffisants, et les ouvriers seront contraints incessamment de recourir à la grève, pour faire valoir leurs revendications.

Au Havre, les inscrits maritimes et les dockers subissent les brutalités de la police et les arrestations, parce qu'ils ont dû mettre sac à terre, cesser le travail, afin d'obtenir les vingt-cinq francs par jour qu'il leur faut pour vivre.

Partout c'est la gêne, sinon la misère des producteurs.

Ainsi, pendant que M. Herriot voyage, ceux-là mêmes qui font les frais effectifs de ces voyages, ceux qui font marcher le bateau, sont traités comme des esclaves. « Travaille et crève. Les ministres se baladent en ton nom, Populo. Trime sans cesse. Donne-toi vie. Les financiers d'Amérique et d'Angleterre attendent les ordres du représentant de la République que tu as dépendant faire avec la flamme et avec le sang de ton propre cœur. »

M. Herriot doit trouver la mer belle sous le ciel immense d'aujourd'hui. Cottin défile dans sa cellule.

HEBERT.

ENFIN !

Goldsky est libre !

Hier soir à 6 heures 45, le ministère de la Guerre communiquait la note suivante :

« Le Ministre de la Guerre par intérim vient de décider, en vertu de l'article 150 du Code de justice militaire, la suspension de peine de Jean Goldsky, dont le dossier a été

précédemment soumis aux fins de révision

par la Garde des Sceaux à l'examen de la

Chambre des mises en accusation.

« En raison des vacances judiciaires, la Cour ne pourra, en effet, poursuivre l'examen des pièces de la procédure qu'en Octobre. D'autre part, Goldsky, condamné à huit ans de travaux forcés, a déjà accompli sept ans de sa peine. »

Il a été libéré hier soir à 7 heures.

Mieux vaut tard que jamais ! Mais il a fallu pour arriver à ce résultat que Goldsky fit la grève de la faim !

Donc, le propriétaire en question pos-

Les Inscrits maritimes du Havre poursuivent la lutte

Les marins du Havre continuent la bataille. Plus que jamais, ils sont résolus à arracher aux armateurs les cinq francs par jour qu'ils leur réclament et qui leur sont indispensables pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Le succès des inscrits ne fait plus maintenant aucun doute, d'autant plus que leurs frères de combat, les dockers, arrivent à la rescoussse. Après avoir d'abord décidé une grève de solidarité de quarante-huit heures, ceux-ci, hier matin, devant l'intransigeance patronale, ont voté la grève à ouverte.

Pour briser le mouvement, on emploie des marins de l'Etat. C'est par ce moyen que le paquebot *Paris* a pu, avant-hier, quitter le port à destination de New-York. De leur côté, les grévistes ne restent pas inactifs. Hier, ils se sont portés sur les rives *Meinan*, *Cocanier*, *Aisace*, *Amiral-Rigault*, etc., et par les méthodes chères au syndicalisme révolutionnaire, y ont accompli d'assez bonne besogne. Quelques bateaux sont sortis de port sans qu'il y ait eu d'arrestations.

Pour briser le mouvement, on emploie des marins de la Société la plus froidement pourrie de la vieille Europe, une Société de bêtes commerciales et « mangeantes », qui ne connaît que la loi de veau d'or, dure comme le Paros, abjecte comme l'ordure, implacable comme un concile de vieillards.

La bête à la main, la sentence sacrée à la bouche, elle s'asservit et asservit les peuples à la loi de l'offre et de la demande, à la fluctuation d'un change monstrueusement partiel, et ses prisons sont des tombeaux où la chair et le cœur humains sont disséqués comme par des carabiniers vétérans, dans le plus sanglant jardin des supplices.

Le docteur, la ruse, le mensonge, l'avarice

Pourquoi je n'appartiens plus au Parti communiste russe

Grand est le nombre de ceux qui aujourd'hui, désirent connaître la vérité sur les événements de Russie. Or, voici un témoignage sincère d'une mariste de vieille date — nous dirions presque d'un fanatique marxiste. Ce qu'elle dit ne peut certes pas être taux d'exagération ; au contraire, l'idolâtrie de parti lui fait faire sans doute une partie de la vérité et non la moins intéressante, de même que tout en se plaignant de l'injustice et de la mauvaise foi dont elle est personnellement victime, nous la voyons justifier les persécutions contre toutes les fractions révolutionnaires en dehors des bolchévistes.

Ce document permet de juger à leur juste valeur les hommes et les méthodes du bolchévisme.

Dès l'instant où je pus me persuader que la néfaste politique de l'Internationale communiste ne devait être attribuée ni à d'occasionnelles erreurs, ni à une insuffisance d'informations, mais qu'elle faisait partie d'un programme déterminé et visait un but précis, je décidai de quitter la Russie, après avoir averti qui de droit de mon profond dissentiment, pour ne pas me rendre complice de méthodes que je tenais pour obscurément funestes au mouvement international.

Les conditions alors en vigueur en Russie et au sein du P. C. R. sont assez contestées pour que je n'aie pas besoin d'expliquer qu'il m'était absolument impossible de soumettre ces questions au jugement des masses ouvrières russes et encore moins aux inscrits au Parti.

De plus, on était encore à un moment où toute critique adressée à une émanation quelconque du communisme russe aurait été présentée par des adversaires déloyaux ou stupides comme preuve d'hostilité contre les fondements de la Révolution russe.

Ces temps sont révolus. Maintenant l'attitude des masses devant la révolution russe ne se laisse plus influencer par la presse, et il y a eu, en Russie comme ailleurs, trop d'exemples de révolutionnaires éprouvés et de marxistes qui divisaient alors le camp marxiste russe étaient nécessairement formées par le fait qu'elles existaient surtout entre émigrés.

Jusqu'en 1917, je n'appartins à aucune organisation russe, ce qui naturellement ne m'empêcha pas de chercher à me rendre utile au mouvement révolutionnaire en général et au mouvement marxiste en particulier. Cependant, à peine eus-je foulé le sol russe en 1917, qu'eus-je compris que les menchevistes de ce temps-là avaient tort.

Je n'entrai pas en rapport avec eux et je m'inscrivis, à sa fondation, au parti marxiste international, fondé par Trotsky et Lunacyrsky et ayant qu'il soit fondé avec le parti communiste de Stockholm, où j'étais envoyée pour diriger le mouvement zimmerwaldien, j'adressai mon adhésion au Parti bolchéviste.

Même parmi les subversifs, bien peu se rangeaient du côté de la Russie et le nombre était moindre encore de ceux qui étaient osé le faire publiquement. Hors, notre Avant! et la Politika des socialistes de gauche de Stockholm, aucun organisme n'était fait solidaire de la Russie soviétique, et ces deux journaux n'étaient pas suffisamment informés pour rétablir la vérité sur la politique bolchéviste.

C'est alors que Radeck, aidé de Vorošsky, commença à publier une brillante revue polémique pour la défense de la Révolution russe. Radeck parti de Stockholm, j'assumai la tâche de réfuter les mensonges qui se propageaient sur la Russie et de publier des documents authentiques. Il suffit de parcourir les bulletins que je dirigeais à Stockholm pour s'en convaincre.

LE MOT D'ORDRE

Comme en 1917, le mot d'ordre de Zinnerwald avait été : « Ou la Révolution mettra fin à la guerre, ou la guerre éteindra la Révolution russe », il était clair pour moi que « ou le prolétariat mondial ferait cause commune avec la Russie bolchéviste ou il serait étouffé avec elle ». Je fis donc coincider toute mon activité zimmerwaldienne avec les intérêts de la Révolution russe et du bolchévisme.

Je passe sur les détails de cette activité et je n'ai pas besoin de relever que se montrera alors solidaire de la Révolution russe et du bolchévisme, en pays bourgeois, en pleine guerre, au nom d'organisations révolutionnaires, était tout autre chose que l'adhésion actuelle à une Russie puissante, reconnue et redoutée.

A l'éclosion de la Révolution d'octobre, quand sa destinée était si incertaine que beaucoup de ceux qui furent depuis des facteurs très autochtones du socialisme et du communisme se tenaient à l'écart, je fis, au nom de l'organisation zimmerwaldienne que je dirigeais, cause commune avec le bolchévisme, et cela malgré la protestation de quelques membres de l'organisation même. J'en fis autant en 1919 à la fondation de la III^e Internationale en déclarant que le mouvement zimmerwaldien pour combattre la guerre par les principes et les méthodes socialistes avait rempli sa tâche et devait faire place à un organe international fondé sur les principes du socialisme.

Tel sont à grands traits les étapes de mon activité. Et la plus simple, la plus élémentaire convenance aurait dû imposer à qui veut me critiquer au nom d'un parti et de diriger l'attention sur les causes objectives que peuvent les avoir déterminées, on choisit la méthode plus expéditive des insinuations, de la calomnie s'adressant aux individus pour faire triompher sa propre méthode ou effacer ses propres erreurs.

UNE PREMIÈRE INJONCTION

Je restai donc en Russie, tout à fait isolée. Quand, après m'être heurtée à quelques difficultés, j'insistai sur mon droit et sur mon désir de partir, ou me demandai quel genre de travail pourrait me faire renoncer à mon propos et l'on m'offrit un travail de grande responsabilité dans le mouvement russe. Guidée par les considérations indiquées plus haut, j'insistai pour partir.

Quand, à l'occasion du Congrès du P. S. I., je commençai à collaborer à l'Avant!, on m'intima l'ordre de rentrer à Moscou pour y rendre compte de mon attitude devant la question italienne. A cette injonction, je répondis que je n'avais rien à retrancher et rien à ajouter à ce que j'avais maintes fois exprimé depuis 1920, c'est-à-dire que je tenais pour néfaste la

politique des dirigeants de l'I. C. en tous pays, et particulièrement en Italie.

J'écrivis que je désapprouvais profondément la tactique de scission et de désagrégation du P. S. I. que je tenais pour le seul moyen autour duquel puisse renaitre et se développer un vrai mouvement révolutionnaire de classe en Italie.

Je savais aller au devant de graves conséquences en agissant ainsi, d'autant plus que, au moment du départ, on m'avait intimé l'ordre de ne pas manifester publiquement que je n'étais pas d'accord avec le C. C. du P. C. R. sur la question italienne.

Si mon expulsion ne fut pas prononcée, ni lorsqu'en Russie je me refusai à tout genre d'activité, ni quand je commençai à collaborer à l'Avant! et soulignai en une lettre explicite au C. C. du P. C. R. ma solidarité avec le Parti socialiste et avec la fraction à laquelle il était opposé, il faut l'attribuer à des considérations opportunistes.

DES FAITS

Je me bornerai à citer quelques faits

J'a toujours éprouvé de l'antipathie et même du mépris pour ces ex-menchevistes russes qui maintenant, dans la Russie bolchéviste, cherchent à se faire pardonner leur passé ; je n'appartiens pas non plus à la misérable pléiade des léniousses de la dernière heure qui, depuis que les théories de Lénine ont été couronnées de succès et sa grandeur universellement reconnue, cherchent à faire savoir au monde qu'ils ont toujours été léninistes. Avant la Révolution russe, je n'étais pas bolchéviste et je n'éprouve pas le besoin de m'en excuser.

Je n'étais pas bolchéviste, ni mencheviste, parce que ni l'une ni l'autre des deux conceptions ne s'harmonisait avec ma manière de voir, et surtout parce que, ayant mon retour en Russie en 1917, je n'avais pas à me décider pour l'un ou l'autre des partis, mon activité s'était exercée dans le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale et non en Russie, et les dissensions et les polémiques qui divisaient alors le camp marxiste russe étaient nécessairement formées par le fait qu'elles existaient surtout entre émigrés.

Jusqu'en 1917, je n'appartins à aucune organisation russe, ce qui naturellement ne m'empêcha pas de chercher à me rendre utile au mouvement révolutionnaire en général et au mouvement marxiste en particulier. Cependant, à peine eus-je foulé le sol russe en 1917, qu'eus-je compris que les menchevistes de ce temps-là avaient tort.

Je n'entrai pas en rapport avec eux et je m'inscrivis, à sa fondation, au parti marxiste international, fondé par Trotsky et Lunacyrsky et ayant qu'il soit fondé avec le parti communiste de Stockholm, où j'étais envoyée pour diriger le mouvement zimmerwaldien, j'adressai mon adhésion au Parti bolchéviste.

Même parmi les subversifs, bien peu se rangeaient du côté de la Russie et le nombre était moindre encore de ceux qui étaient osé le faire publiquement. Hors, notre Avant! et la Politika des socialistes de gauche de Stockholm, aucun organisme n'était fait solidaire de la Russie soviétique, et ces deux journaux n'étaient pas suffisamment informés pour rétablir la vérité sur la politique bolchéviste.

C'est alors que Radeck, aidé de Vorošsky, commença à publier une brillante revue polémique pour la défense de la Révolution russe. Radeck parti de Stockholm, j'assumai la tâche de réfuter les mensonges qui se propageaient sur la Russie et de publier des documents authentiques. Il suffit de parcourir les bulletins que je dirigeais à Stockholm pour s'en convaincre.

LE MOT D'ORDRE

Comme en 1917, le mot d'ordre de Zinnerwald avait été : « Ou la Révolution mettra fin à la guerre, ou la guerre éteindra la Révolution russe », il était clair pour moi que « ou le prolétariat mondial ferait cause commune avec la Russie bolchéviste ou il serait étouffé avec elle ». Je fis donc coincider toute mon activité zimmerwaldienne avec les intérêts de la Révolution russe et du bolchévisme.

Je passe sur les détails de cette activité et je n'ai pas besoin de relever que se montrera alors solidaire de la Révolution russe et du bolchévisme, en pays bourgeois, en pleine guerre, au nom d'organisations révolutionnaires, était tout autre chose que l'adhésion actuelle à une Russie puissante, reconnue et redoutée.

A l'éclosion de la Révolution d'octobre, quand sa destinée était si incertaine que beaucoup de ceux qui furent depuis des facteurs très autochtones du socialisme et du communisme se tenaient à l'écart, je fis, au nom de l'organisation zimmerwaldienne que je dirigeais, cause commune avec le bolchévisme, et cela malgré la protestation de quelques membres de l'organisation même. J'en fis autant en 1919 à la fondation de la III^e Internationale en déclarant que le mouvement zimmerwaldien pour combattre la guerre par les principes et les méthodes socialistes avait rempli sa tâche et devait faire place à un organe international fondé sur les principes du socialisme.

Tel sont à grands traits les étapes de mon activité. Et la plus simple, la plus élémentaire convenance aurait dû imposer à qui veut me critiquer au nom d'un parti et de diriger l'attention sur les causes objectives que peuvent les avoir déterminées, on choisit la méthode plus expéditive des insinuations, de la calomnie s'adressant aux individus pour faire triompher sa propre méthode ou effacer ses propres erreurs.

UNE PREMIÈRE INJONCTION

Je restai donc en Russie, tout à fait isolée. Quand, après m'être heurtée à quelques difficultés, j'insistai sur mon droit et sur mon désir de partir, ou me demandai quel genre de travail pourrait me faire renoncer à mon propos et l'on m'offrit un travail de grande responsabilité dans le mouvement russe. Guidée par les considérations indiquées plus haut, j'insistai pour partir.

Quand, à l'occasion du Congrès du P. S. I., je commençai à collaborer à l'Avant!, on m'intima l'ordre de rentrer à Moscou pour y rendre compte de mon attitude devant la question italienne. A cette injonction, je répondis que je n'avais rien à retrancher et rien à ajouter à ce que j'avais maintes fois exprimé depuis 1920, c'est-à-dire que je tenais pour néfaste la

politique des dirigeants de l'I. C. en tous pays, et particulièrement en Italie.

J'écrivis que je désapprouvais profondément la tactique de scission et de désagrégation du P. S. I. que je tenais pour le seul moyen autour duquel puisse renaitre et se développer un vrai mouvement révolutionnaire de classe en Italie.

Je savais aller au devant de graves conséquences en agissant ainsi, d'autant plus que, au moment du départ, on m'avait intimé l'ordre de ne pas manifester publiquement que je n'étais pas d'accord avec le C. C. du P. C. R. sur la question italienne.

Si mon expulsion ne fut pas prononcée, ni lorsqu'en Russie je me refusai à tout genre d'activité, ni quand je commençai à collaborer à l'Avant! et soulignai en une lettre explicite au C. C. du P. C. R. ma solidarité avec le Parti socialiste et avec la fraction à laquelle il était opposé, il faut l'attribuer à des considérations opportunistes.

DES FAITS

Je me bornerai à citer quelques faits

J'a toujours éprouvé de l'antipathie et même du mépris pour ces ex-menchevistes russes qui maintenant, dans la Russie bolchéviste, cherchent à se faire pardonner leur passé ; je n'appartiens pas non plus à la misérable pléiade des léniousses de la dernière heure qui, depuis que les théories de Lénine ont été couronnées de succès et sa grandeur universellement reconnue, cherchent à faire savoir au monde qu'ils ont toujours été léninistes. Avant la Révolution russe, je n'étais pas bolchéviste et je n'éprouve pas le besoin de m'en excuser.

Je n'étais pas bolchéviste, ni mencheviste, parce que ni l'une ni l'autre des deux conceptions ne s'harmonisait avec ma manière de voir, et surtout parce que, ayant mon retour en Russie en 1917, je n'avais pas à me décider pour l'un ou l'autre des partis, mon activité s'était exercée dans le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale et non en Russie, et les dissensions et les polémiques qui divisaient alors le camp marxiste russe étaient nécessairement formées par le fait qu'elles existaient surtout entre émigrés.

Jusqu'en 1917, je n'appartins à aucune organisation russe, ce qui naturellement ne m'empêcha pas de chercher à me rendre utile au mouvement révolutionnaire en général et au mouvement marxiste en particulier. Cependant, à peine eus-je foulé le sol russe en 1917, qu'eus-je compris que les menchevistes de ce temps-là avaient tort.

Je n'entrai pas en rapport avec eux et je m'inscrivis, à sa fondation, au parti marxiste international, fondé par Trotsky et Lunacyrsky et ayant qu'il soit fondé avec le parti communiste de Stockholm, où j'étais envoyée pour diriger le mouvement zimmerwaldien, j'adressai mon adhésion au Parti bolchéviste.

Même parmi les subversifs, bien peu se rangeaient du côté de la Russie et le nombre était moindre encore de ceux qui étaient osé le faire publiquement. Hors, notre Avant! et la Politika des socialistes de gauche de Stockholm, aucun organisme n'était fait solidaire de la Russie soviétique, et ces deux journaux n'étaient pas suffisamment informés pour rétablir la vérité sur la politique bolchéviste.

C'est alors que Radeck, aidé de Vorošsky, commença à publier une brillante revue polémique pour la défense de la Révolution russe. Radeck parti de Stockholm, j'assumai la tâche de réfuter les mensonges qui se propageaient sur la Russie et de publier des documents authentiques. Il suffit de parcourir les bulletins que je dirigeais à Stockholm pour s'en convaincre.

LE MOT D'ORDRE

Comme en 1917, le mot d'ordre de Zinnerwald avait été : « Ou la Révolution mettra fin à la guerre, ou la guerre éteindra la Révolution russe », il était clair pour moi que « ou le prolétariat mondial ferait cause commune avec la Russie bolchéviste ou il serait étouffé avec elle ». Je fis donc coincider toute mon activité zimmerwaldienne avec les intérêts de la Révolution russe et du bolchévisme.

Je passe sur les détails de cette activité et je n'ai pas besoin de relever que se montrera alors solidaire de la Révolution russe et du bolchévisme, en pays bourgeois, en pleine guerre, au nom d'organisations révolutionnaires, était tout autre chose que l'adhésion actuelle à une Russie puissante, reconnue et redoutée.

A l'éclosion de la Révolution d'octobre, quand sa destinée était si incertaine que beaucoup de ceux qui furent depuis des facteurs très autochtones du socialisme et du communisme se tenaient à l'écart, je fis, au nom de l'organisation zimmerwaldienne que je dirigeais, cause commune avec le bolchévisme, et cela malgré la protestation de quelques membres de l'organisation même. J'en fis autant en 1919 à la fondation de la III^e Internationale en déclarant que le mouvement zimmerwaldien pour combattre la guerre par les principes et les méthodes socialistes avait rempli sa tâche et devait faire place à un organe international fondé sur les principes du socialisme.

Tel sont à grands traits les étapes de mon activité. Et la plus simple, la plus élémentaire convenance aurait dû imposer à qui veut me critiquer au nom d'un parti et de diriger l'attention sur les causes objectives que peuvent les avoir déterminées, on choisit la méthode plus expéditive des insinuations, de la calomnie s'adressant aux individus pour faire triompher sa propre méthode ou effacer ses propres erreurs.

UNE PREMIÈRE INJONCTION

Je restai donc en Russie, tout à fait isolée. Quand, après m'être heurtée à quelques difficultés, j'insistai sur mon droit et sur mon désir de partir, ou me demandai quel genre de travail pourrait me faire renoncer à mon propos et l'on m'offrit un travail de grande responsabilité dans le mouvement russe. Guidée par les considérations indiquées plus haut, j'insistai pour partir.

Quand, à l'occasion du Congrès du P. S. I., je commençai à collaborer à l'Avant!, on m'intima l'ordre de rentrer à Moscou pour y rendre compte de mon attitude devant la question italienne. A cette injonction, je répondis que je n'avais rien à retrancher et rien à ajouter à ce que j'avais maintes fois exprimé depuis 1920, c'est-à-dire que je tenais pour néfaste la

politique des dirigeants de l'I. C. en tous pays, et particulièrement en Italie.

J'écrivis que je désapprouvais profondément la tactique de scission et de désagrégation du P. S. I. que je tenais pour le seul moyen autour duquel puisse renaitre et se développer un vrai mouvement révolutionnaire de classe en Italie.

Je savais aller au devant de graves conséquences en agissant ainsi, d'autant plus que, au moment du départ, on m'avait intimé l'ordre de ne pas manifester publiquement que je n'étais pas d'accord avec le C. C. du P. C. R. sur la question italienne.

Si mon expulsion ne fut pas prononcée, ni lorsqu'en Russie je me refusai à tout genre d'activité, ni quand je commençai à collaborer à l'Avant! et soulignai en une lettre explicite au C. C. du P. C. R. ma solidarité avec le Parti socialiste et avec la fraction à laquelle il était opposé, il faut l'attribuer à des considérations opportunistes.

Après la faillite de la Seconde Internationale, on entendit par social-démocrate, en Russie surtout, un mouvement démocratique bourgeois, antithèse du mouvement révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

LA CONFÉRENCE DE LENINE A ZURICH

Au sein du P. C. R., les représentants des diverses tendances se lancent tour à tour l'accusation de léninisme. C'est aussi en cherchant à détruire mon antilibéralisme non par un argument quelconque, mais en tirant les preuves d'une série d'anecdotes et de réminiscences littéraires que l'on cherche à jeter sur mon activité un discrédit rétrospectif et à mettre en doute mon internationalisme.

Et quand je suis arrivé à Zurich, peu après la conférence de léninisme, je me suis trouvé dans une atmosphère de séparatisme.

A travers le Monde

BELGIQUE

MANIFESTATION A BRUXELLES CONTRE LA DICTATURE ESPAGNOLE

Samedi soir, une réunion contradictoire, organisée par la Fédération royaliste, a eu lieu à la Maison du Peuple pour protester contre la dictature en Espagne et en l'honneur de Miguel de Unamuno.

Tous les orateurs ont fait l'éloge du savant espagnol et critiqué l'attitude du gouvernement de Madrid.

M. de Unamuno, chaleureusement applaudi, a parlé du régime actuel en Espagne. Il a critiqué également la guerre au Maroc, dans laquelle il voit une responsabilité des militaires et des prêtres.

AUTRICHE

LA QUESTION DU PAIN

Par décision du Conseil des Ministres, pris sur la proposition des autorités compétentes, il a été interdit aux boulangers de s'entendre entre eux pour fixer le prix du pain de semaine en semaine, comme cela se pratiquait depuis 1922.

Les meilleurs gouvernementaux espèrent que le rétablissement de la concurrence fera baisser bien vite les prix actuels qui dépassent, à Vienne, même pour le pain noir, 2 francs le kilo.

ITALIE

M. MUSSOLINI

ET LES EXTREMISTES DU FASCISME

Les journaux de Rome annoncent que M. Mussolini a reçu le capitaine Padovani, ancien chef du fascisme napolitain, expulsé du parti à la suite de polémiques dans lesquelles il manifesta une intransigeance jugée alors excessive.

Le Corriere d'Italia n'exclut pas la réintégration du capitaine Padovani dans le parti fasciste, ainsi que celle de M. Calza Dini, qui fut longtemps le chef préféré des fascistes romains à tendance intransigeante.

MAXIMALISTES ET COMMUNISTES

On demande de Milan que la fraction gauche du parti maximaliste, qui avait déjà adhéré à la troisième Internationale de Moscou, vient de décider de fusionner avec le parti communiste.

TCHÉCOSLOVAQUIE

LA SUCCESSION DE COBOURG

On demande de Prague :

Un journal du matin annonce l'ouverture d'un grand procès au sujet de la succession de deux Philippe de Cobourg qui a laissé des châteaux, des propriétés terriennes et forestières dont l'ensemble est évalué à plusieurs millions de francs français. L'héritage est revendiqué par le neveu du duc, le prince Josias, le prince de Bulgarie Cyrille et la princesse Dora de Cobourg.

ESPAGNE

LES DELEGUES ESPAGNOLS A LA SOCIETE DES NATIONS

Madrid, 10 août. — M. Quinones de Leon, ambassadeur d'Espagne à Paris, et M. Emilio Palacios, ministre d'Espagne à Berlin, ont été désignés pour représenter leur pays à la cinquième assemblée de la Société des Nations qui se réunira à Genève le 1^{er} septembre prochain.

ALLEMAGNE

BAGARRE ENTRE COMMUNISTES ET NATIONALISTES

Berlin, 10 août. — Dans un des faubourgs de Berlin, une vingtaine de jeunes communistes ont attaqué, vendredi soir, une soixantaine de jeunes nationalistes. Au cours de la bagarre, les communistes tirèrent environ vingt coups de revolver, et deux des nationalistes ont été blessés très grièvement. Les coupables ont pu s'enfuir.

FEUILLET DU LIBERTAIRE DU 11 AOUT 1924. — N° 54.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

— Est-ce pour cela que monsieur cherche à se marier ? reprit le dandy en s'adressant à Canalis, afin de voir si madame d'Espard serait atteinte par ce mot.

Canalis haussa les épaules, et madame d'Espard, nièce de madame de Chaulieu, se mit à rire.

Lucien, qui se sentait dans ses habits comme une statue égyptienne dans sa gaine, était honteux de ne rien répondre. Enfin il dit de sa voix tendre à la marquise :

— Vos bontés, madame, me condamnent à n'avoir que des succès.

Châtelat entra dans ce moment, en saisissant aux cheveux l'occasion de se faire appuyer auprès de la marquise par Montreiveau, un des rois de Paris. Il salua madame de Bargeton, et pria madame d'Espard de lui pardonner la liberté qu'il prenait d'envahir sa loge : il était séparé depuis si longtemps de son compagnon de voyage ! Montreiveau et lui se revoyaient pour la première fois après s'être quittés au milieu du désert.

LES MANIFESTATIONS PACIFISTES

Berlin, 10 août. — Le conseil municipal de Greifswald s'est occupé des incidents provoqués par la présence de l'écrivain français M. Barbussé à une réunion pacifiste. L'assemblée a adopté une motion nationale demandant la punition et même la destitution des fonctionnaires qui ont autorisé M. Barbussé à prendre la parole à cette réunion.

CHOMAGE ET MILITARISME

Le groupe communiste a déposé au Reichstag une demande d'interpellation sur l'enrôlement de chômeurs allemands pour la Légion étrangère espagnole. D'après l'interpellation, 3 000 chômeurs auraient été enrôlés en Allemagne et transportés dans le Riff où ils auraient subi des pertes effrayantes dans les derniers combats. Plusieurs d'entre eux auraient été condamnés à mort pour tentative d'abandon.

A TRAVERS LE PAYS

DANGER DES ARMES A FEU

Chateauroux, 10 août. — Pendant qu'il était en visite chez son frère, Heuri Beaudin, cimenter à Chateauroux, examinait un pistolet automatique. Sa belle-sœur voulut voir l'arme de plus près ; Beaudin, ayant de la lui remettre, crut prudent de retirer le chargeur, mais il ne pensa point qu'une balle pouvait se trouver déjà dans le canon. Comme Mme Beaudin manipulait l'arme, elle provoqua le départ du projectile. Beaudin reçut la balle dans le côté gauche. Son état est sérieux.

LES INCENDIES

Nice, 10 août. — Un violent incendie a détruit, cette nuit, à Saint-Etienne-d'Oisans (Alpes-Maritimes), deux scieries, dont une seule était assurée.

Diverses maisons, ainsi que la chapelle Sainte-Marguerite, sont endommagées. Les dégâts atteignent 20 000 francs. Le sinistre eût été plus important sans le dévouement de la population.

Union anarchiste universelle

SECRETARIAT

Chers Camarades,

En novembre-décembre dernier, comme suite à la décision du Congrès International Anarchiste de constituer un secrétariat international, nous avons envoyé à toutes les organisations ainsi qu'à tous les journaux anarchistes du monde entier, la circulaire suivante :

Chers Camarades,

« Après bien des difficultés, malgré des tracasseries de toutes sortes et l'arrestation de nos bons camarades : Bjorkland de Suède, Manus de Norvège, et Bertoni de Suisse, le Congrès International Anarchiste se tint les 9 et 10 octobre dernier.

« Disons tout de suite que les délégations présentes étaient, hélas, peu nombreuses.

« L'Union Anarchiste Hollandaise était représentée par deux délégués, le Bureau International antimilitariste par un délégué.

« L'Union Anarchiste Italienne par deux délégués.

« La Chine par un délégué.

« La Suisse par deux camarades à titre individuel.

« L'Union Anarchiste Française par deux délégués et quelques camarades à titre individuel. »

• • •

Dès la première séance du Congrès, les camarades discutèrent de la question des relations internationales, de la nécessité de constituer une « Union Anarchiste Universelle » ainsi qu'un Bureau ou « Secrétariat International ».

Tous les délégués furent d'accord pour la création d'un bureau de correspondance qui serait le trait d'union entre toutes les organisations anarchistes du monde.

La Hollande, la Suisse et l'Italie, ne pouvant, dans les conjonctures présentes, se charger du secrétariat, le camarade Hausser, de Paris, fut pressenti et accepta pro-

visoirement jusqu'au prochain Congrès International de s'occuper de ce Secrétariat.

Concernant les frais nécessaires au bon fonctionnement de cet organisme — frais de bureau, circulaires, correspondance, etc. — il fut décidé que l'on demanderait à chaque organisation adhérente de vouloir bien fixer la somme qu'elle pensait pouvoir régulièrement envoyer.

Les Hollandais déclarèrent pouvoir engager leur organisation pour 100 florins, les Français pour 200 francs, et les Italiens pour 200 lire.

Vu le peu de délégations présentes, et partant, le peu de résultats de ce Congrès, il fut décidé que le secrétariat s'occuperaient, après entente entre tous les pays, d'organiser, le plus tôt possible, un nouveau congrès international.

Il échoirait aussi au Secrétariat, après avis favorable des divers pays, la tâche de la parution d'un Bulletin International. Le bulletin paraîtrait en français.

• • •

« Nous espérons que les organisations nationales ou autres nous répondront en nous disant leur acceptation ou non, concernant les propositions ci-dessus.

« En attendant votre réponse ainsi que vos suggestions, nous vous envoyons, chers camarades, notre salut fraternel.

Le Secrétaire International :
HAUSSARD,
9, rue Louis-Blanc, Paris (10)

Cette circulaire ne fut guère entendue, et les organisations de Suisse, de Hollande, de Suède et d'Autriche, furent les seules qui nous répondirent.

Devant le peu de résultat pratique et ce manisme quasi général, nous nous voyons obligés de formuler à nouveau des mêmes demandes :

Etés-vous partisans de la tenue d'un nouveau Congrès International en janvier, février ou mars 1925, par exemple ?

Si oui, quelles questions voudriez-vous voir à l'ordre du jour ?

Dans quel pays, selon vous, le Congrès devrait-il se tenir ?

Etés-vous partisans de l'édition d'un Bulletin International qui servirait à la discussion des questions portées à l'ordre du jour du Congrès, à la publication des divers rapports, etc. ?

L'organisation rationnelle d'un Congrès international nécessitant des fonds, votre organisation peut-elle s'engager à verser régulièrement une somme d'argent ? Si oui, combien ?

• • •

« Nous espérons que cette circulaire sera bien accueillie et que les Anarchistes du monde entier répondront à notre appel.

En Attente de lire vos suggestions, recevez, chers camarades, notre salut fraternel.

Le Secrétaire : HAUSSARD,
9, rue Louis-Blanc, Paris.

P. S. — Prière d'insérer cette circulaire dans votre journal et de nous faire le service de votre organe.

BALANÇON FINANCIER DE L'U. A. U.

Recettes

Reliquat du dernier Congrès International (versé par Vidal)..... 54

Reçu 200 francs des Groupes Suisses (envoyés par Bertoni)..... 200

Reçu 21,30 suédoises du Ungsoc Klub de Stockholm (expédié par E. Norstrand) soit..... 118

Reçu 100.000 couronnes autrichiennes du Bund Herrschaflos der Autriche (expédiées par P. Ramus) soit..... 20

Reçu 5 couronnes suédoises du Sveriges Ungsocialistiska, soit..... 28 75

Total..... 420 75

Dépenses

Achat de 200 enveloppes..... 5

Circulaires n° 1..... 10

Timbres pour expéditions circulaires n° 1..... 45 50

Correspondance et divers..... 6 50

Total..... 67

Reste en caisse à ce jour : 356 fr. 75

N'oubliez pas la thune mensuelle !

société. Il accompagna son salut d'un air sardonique par lequel il semblait dire : « Par quel hasard se trouve-t-il là ? » Châtelat fut bien compris, car de Marsay se pencha vers Montreiveau pour lui dire à l'oreille, de manière à se faire entendre du baron :

jeune homme qui a l'air d'un mannequin — Demandez-lui donc quel est ce singulier habillé à la porte d'un tailleur.

Châtelat parla pendant un moment à l'oreille de son compagnon, en ayant l'air de renouveler connaissance, et sans doute il coupa son rival en quatre.

Surpris par l'esprit d'après-propos, par la finesse avec lesquelles ces hommes formulaient leurs réponses, Lucien était étonné par ce qu'on nomme le trait, le mot, surtout par la désinvolture de la parole et l'aisance des manières. Le luxe qui l'avait épouvanter le matin dans les choses, il le retrouvait dans les idées. Il se demandait par quel mystère ces gens trouvaient à brûle-pourpoint des réflexions piquantes, des reparties qu'il n'aurait imaginées qu'après de longues méditations. Puis non seulement ces cinq hommes du monde étaient à l'aïe de la parole, mais il l'étaient dans leurs habits : ils n'avaient rien de neuf ni rien de vieux. En eux, rien ne brillait, et tout affirait le regard. Leur luxe d'aujourd'hui était celui d'hier, il devait être celui du lendemain. Lucien devina qu'il avait l'air d'un homme qui s'était habillé pour la première fois de sa vie.

— Mon cher, disait de Marsay à Félix de Vandenesse, ce petit Rastignac se lance comme un cerf-volant ! le voilà chez la marquise de Listomère, il fait des progrès, il nous lorgne ! Il connaît sans doute monsieur ? reprit le dandy en s'adressant à Lucien, mais sans le regarder.

— Il est difficile, répondit madame de

En lisant les autres...

Autour de la Conférence

Du « Progrès civique » :

Pour apprécier sainement, équitablement, la tâche qui a été faite à Londres, dans la première session de la Conférence (la seule en cause ici aujourd'hui), il faut remonter à quelques mois, mettons à un semestre en arrière. Une comparaison même rapide éclairera l'avvenir.

Au début de cette année, il apparaît à tous, même à M. Poincaré et à ses amis, que l'occupation de la Ruhr, politiquement, économiquement aussi, a été une mauvaise affaire.

Son rendement, dans l'ordre financier, a été médiocre ou nul.

Elle a provoqué, outre-Rhin, une recrudescence du nationalisme et du monarchisme, les partis de droite ayant abouti en somme à occuper 130 sièges au Reichstag.

Cela a suscité une tension indéniable entre la France et l'Angleterre, et le cabinet travaillois a été médiocre et les fonctionnaires.

Elle a contribué à suggérer à l'Allemagne une réputation profonde pour toute participation aux choses d'Europe. Or, il est manifeste que les grands pouvoirs financiers européens, et ceux des réparations entre autres, resteront insolubles tant que les banquiers de Wall Street y demeureront indifférents.

A la base de tout il y avait le rapprochement franco-américain, et la rentée de l'Amérique dans ce qu'on peut appeler le cycle européen.

Il est hors de doute, en effet, que la politique pomariste n'a fait qu'aggraver la situation économique en Europe

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Une disparition chez les Serruriers

Les serruriers viennent de formuler une demande très justifiée. Dans leur assemblée générale tenue hier matin, avenue Mathurin-Moreau, ils ont constaté l'absence prolongée de leur secrétaire de section, Vésine, lequel est parti en pèlerinage à Moscou, en même temps que d'autres fidèles.

Ces derniers sont revenus au complet. Il ne manque que le secrétaire des serruriers. A-t-il pris un bateau à bascule comme nos malheureux camarades Lepetit, Vergnat et Raymond Lefèvre ? Est-il resté accroché dans les fils de fer barbelés de Boukarine ou après un biberon de Lozovski ?

Les serruriers de la Seine sont très inquiets sur son sort, non pas que leur secrétaire leur soit bien utile, mais il n'a pas le droit de faire une absence aussi illégale qu'interminable. A l'unanimité, ils ont demandé qu'une délégation soit nommée pour rechercher le disparu. Une voyante sera adjointe aux délégués.

Une bonne récompense est offerte à qui découvrira ce vermeille perdu dans le firmament moscovite.

C. RURE.

Le droit syndical des fonctionnaires est enfin reconnu

C'est Jules Guesde, croyons-nous, qui déclare que le Parlement n'était qu'un appareil enregistreur des volontés populaires. Ce phénomène social se produit automatiquement quand il s'agit de lois dites ouvrières.

La loi du 9 avril 1884 sur les accidents du travail fut acquise à la suite des réclamations syndicales. Elle fut étendue et améliorée six ou sept fois depuis, grâce aux observations des syndicats, et malgré les Cies d'assurances.

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ne fut pas un cadeau du Pouvoir aux prolétaires. Elle ne fait que donner un caractère légal aux groupements mutualistes et corporatifs qui s'étaient développés depuis la Commune. Elle fut modifiée le 12 mars 1920, sous la pression de la C.G.T. qui, alors, était unique et puissante.

Jusqu'à ce jour, les syndicats de fonctionnaires étaient tolérés, non reconnus. Voici que samedi le Conseil du Cabinet a décidé que les syndicats de fonctionnaires seraient reçus officiellement par les chefs de services. C'est la reconnaissance gouvernementale des syndicats d'agents de l'Etat, et disons-le également, c'est la tenue des procès faits pendant la période électorale.

A vrai dire, rien dans la loi de 1884 n'empêche les fonctionnaires de se syndiquer. Seulement, les chefs de l'Etat-patron, comme tous les patrons, ne voulaient pas reconnaître à leurs employés le droit d'association.

Mais les syndicats de fonctionnaires se sont constitués dans tous les domaines, sans aucune permission, et ils se sont développés rapidement. La décision prise samedi par le gouvernement ne fait que sanctionner un fait accompli. Il y a quelques jours à peine, le ministre de l'Instruction publique recevait une délégation de l'Enseignement unitaire accompagnée du député communiste Delourme.

Malgré la scission criminelle et la division néfaste, le syndicalisme rendra du poil de la tête. Il s'impose dans toutes les catégories de l'économie et il reprend ses légittimes prérogatives. Qu'il relâche son unité et il reprendra la place de premier plan qu'il a perdu avec la guerre et la politique. Les événements le pressent à jouer un rôle second dans la société capitaliste et à préparer la Révolution qui s'impose après la prochaine faillite du système actuel.

Le Temps est un journal aussi sérieux qu'habile. Il sait faire la part du feu, mais ne peut s'empêcher de maigrir. C'est ainsi qu'il appelle le geste gouvernemental « une décision prémature ». Et il invoque l'esprit de Waldeck-Rousseau qui n'a jamais voulu cela, il y a 43 ans, de cela, et la terre a tourné depuis !

Dans sa diatribe contre le syndicalisme,

le Temps va jusqu'à dire des inexactitudes. Reconnaître que la loi de 1884 est applicable aux fonctionnaires, c'est, selon le docte journal, donner à ces derniers « des droits plus étendus » qu'aux ouvriers et par rapport à ceux-ci « une situation privilégiée ». Qu'en sait-il au juste ? Sur ce terrain-là, les ouvriers ne sont pas jaloux, et ils sont même prêts à enseigner gratuitement aux fonctionnaires, le procédé extra-légal du sabotage et de la chaussette à clous.

Le Temps est effrayé des timides initiatives gouvernementales. Il fait appel à l'esprit de conservation sociale du Parlement pour freiner le zèle des gouvernements. Il confond à dessiner interprétation et modification de la loi.

Evidemment, il est difficile de contenir tout le monde. Nous constatons, nous, que le Bloc des Gauches ment à plusieurs de ses promesses et qu'il ne vaut pas mieux sur le terrain social que le Bloc National. Malgré les jérémies du Temps, nous ne perdrons pas de vue les objectifs à atteindre et nous saurons défendre les positions conquises de haute lutte.

Les unitaires de l'Enseignement chez le Ministre

L'instituteur Delourme, député communiste, grand Révolutionnaire de la Fancille et du Marteau, a eu l'honneur de conduire une troupe de collègues à l'assaut de la bourgeoisie. Il n'y eut ni morts, ni blessés.

Le combat eut lieu rue de Grenelle, sur les fanfares du ministère de l'Instruction publique. Il s'agissait d'obtenir la réintégration de 26 révoqués. Après plusieurs attaques et contre-attaques, le chapeau à la main, le ministre bourgeois demanda l'arrestation. Il promit d'étudier les dossiers et, suivant l'habitude de la maison, de leur donner une suite favorable.

Les assaillants se déclarèrent parfaitement satisfaits et se retirèrent en enregistrant une victoire de plus à la mode de Moscou. De son côté, M. François Albert, était enchanté de la bonne tenue de ses adversaires.

Dans le fond, c'est humain que les communistes, comme les autres, fassent des démarches ministérielles pour obtenir des satisfactions syndicales ou sociales. Mais si la délégation avait été réformiste, qu'est-ce qu'elle aurait pris le lendemain dans le journal révolutionnaire Machin !

Le Libertaire des 4, 5, 6, 7 et 8 août a parlé du congrès national de la fédération unitaire de l'Enseignement. Il nous faut revenir sur la dernière journée.

Le bureau fédéral, syndicaliste, ayant donné sa démission parce que minorité, fut remplacé par un bureau communiste. C'est dans l'ordre. La tactique de la fécondation artificielle du P. C. est pratiquée à l'Enseignement comme ailleurs. C'est en multipliant les petits syndicats qu'on arrive à dominer alors que la masse est plutôt syndicaliste que politique. Rendons ce mérite aux communistes de l'Enseignement. Ils n'ont pas voulu affronter franchement le débat des tendances et leur triomphe est sans gloire et sans fracas, parce qu'ils savent bien que sans les syndicalistes, la fédération n'aurait pas beaucoup de vie ni de cotisations.

Mais allons-nous toujours nous laisser plumer comme de la volaille et nous laisser régenter par les groupes-champignons ?

UN PRIMAIRE.

Les employés de Paris-Etat demandent le pont du 16 Août

Une délégation du personnel des services centraux et régionaux de Paris (cadres et bureaux) appartenant à la Fédération confédérée des travailleurs des chemins de fer de l'Etat, a été reçue avant-hier par le chef de cabinet du ministère des Travaux publics.

Les délégués ont demandé, en vertu d'un précédent déjà établi, que le directeur du réseau de l'Etat puisse accorder au personnel qu'il représente la journée du 16 août, qui se trouve cette année intercalée entre deux repos.

La grève des fourreurs

La réunion de samedi a été satisfaisante. Des patrons ont fait des offres qui ont été enregistrées par l'assemblée.

L'unification des salaires est pour ainsi dire un point acquis dans certaines catégories.

Le Conseil syndical, transformé en Comité de grève, se réunit ce matin avec les délégués de maisons, à neuf heures et demie, salle des commissions, deuxième étage, Bourse du Travail.

Assemblée générale des grévistes, à dix heures, salle Jaurès, à la Bourse.

Le vrai chemin de l'Unité

L'autonomie fait en Gironde son petit bonhomme de Chemin. Nous pouvons présager à l'avance que notre U. S. A. inspire aux ouvriers qui ont appris à fondre une large confiance que les membres fondateurs auront à cœur de justifier par des actes sérieux, autant que judicieux, sur le vaste terrain du syndicalisme révolutionnaire.

Nous avons prédit, sitôt que nos moyens financiers nous le permettront, sera de faire connaître cette Chartre d'Amiens si peu connue des syndiqués (et pour cause). Nous l'analyserons publiquement, lui faisant dire, paragraphe par paragraphe, tout ce qu'elle contient au sens corporatif et révolutionnaire.

Nous savons par expérience que nous grandirons moins vite que certains groupements qui gravitent à nos côtés. La vérité effraie les masses habituées aux charlatans de la politique, nous n'avons aucun moyen à présenter.

Chez nous pas d'impatience. Les recettes de nos sections serviront à la propagande, puisque aucun fonctionnaire n'accepte d'être appointé.

Il nous a été donné de connaître les salaires des usines et chantiers de cette grande ville qu'est Bordeaux, le prix de la vie dépasse de beaucoup celui de certaines autres villes : le mercantilisme sévit avec une indécence sans borne. L'observateur attentif a l'impression de vivre aux temps moyenâgeux.

C'est donc dans ce champ d'action si peu préparé que nous allons tâcher de semer les graines de révolte contre cette misère ambiante ; ce sera sûr, très dur. Le mot Syndicalisme, pour les ouvriers d'ici, est incompris ou mal interprété. Tant pis, allons-y quand même. A vaincre sans péril, on triomphera sans gloire.

N'est-ce pas une gloire plus belle, plus grande que l'autre, celle de tenter d'apporter aux siens la joie au foyer, et la force au cœur pour la lutte contre les adversités sans nombre de la vie ouvrière.

Dans la mesure de nos faibles moyens, nous nous efforcerons à éduquer nos camarades en leur mettant sous les yeux les exemples frappants de leur souffrance journalière.

L'Unité, ce mot magique, reviendra souvent dans nos causeries. Nous démasquerons les faux unitaires, de quelque côté qu'ils se trouvent, ainsi que les détracteurs de l'autonomie. Car pour nous, l'autonomie remplace tout simplement les comités mixtes qui restent dans le royaume des dieux.

Nous entretiendrons des relations de bonne et franche camaraderie avec les vrais syndicalistes, et nous profiterons de l'occasion pour dire à ceux, grands ou petits, que nous savons pas mal de petites histoires qui datent de plus de quinze ans. Pour les contradicteurs, nous la désirons correcte et saine.

Et notre conclusion la voici : Travailleur pour l'Unité des forces asservies, redonne au Syndicalisme la première place dans l'action sociale.

Vive l'Autonomie pure et simple, moyen suprême pour retrouver le chemin de l'Unité dans le Syndicalisme révolutionnaire !

Edim. DAGUERRE.
de l'Union Syndicale Autonome
de la Gironde

Communistes et réformistes se préparent à l'embrassade

Nous l'avions prévu, sans être bien malins pourtant. C'est tellement dans l'ordre des choses. Le gouvernement bolchevique ne peut tenir qu'en restaurant son économie nationale : Cela ne peut se faire, forcément, qu'avec le concours des pays bourgeois. C'est la collaboration des classes au détriment de la lutte des classes.

Le traité russe-anglais conclu l'autre jour à Londres entre communistes et travailleurs est le prélude d'un concubinage inévitable. Voici la suite logique de cet accord.

Le Conseil général des Trade-Unions britanniques a invité en termes très cordiaux la C. G. T. russe à envoyer un délégué fraternel au congrès des Trade-Unions de Hull le 1er septembre.

A ce congrès seront invités également des délégués d'Amsterdam, de la C. G. T. américaine et aussi M. Albert Thomas et d'autres personnalités.

Nous allons assister à un beau tableau de réconciliation : Lazovski donnant l'accord à Albert Thomas. Ce sera tellement émouvant que nos vieux vétérans de la C.G.T.U. vont en pleurer de joie, comme le saule pleureur de Strasbourg. De grands événements se préparent.

B. B.

A PROPOS DE CELLULE

Faites votre choix

Le Quotidien est quelquefois assez bien inspiré. Il vient de publier la formule suivante :

L'usine doit être saine et attrayante. Le bâtiment doit exercer une impression favorable sur les ouvriers, et ceux-là doivent travailler, chacun dans sa sphère, à la prospérité de la maison.

Il doit y avoir quelque chose de plus que le salaire et de plus que le travail.

J'ai peut-être l'âme d'un petit bourgeois et d'un contre-révolutionnaire, et j'en demande bien pardon aux citoyens consciens et organisés du P. C., ainsi qu'aux infatigables chômeurs du Comité-directeur. Mais pour ceux qui travaillent à l'usine, la formule ci-dessus est plus agréable que celle de la cellule. La « cellule », cela sent le cachot, le bagne, et cela implique des tschekistes et des prisonniers.

Quand Sauvage, Tomasi et autres ouvriers et paysans en activité, subiront le rude contact de l'usine, ils épouseront peut-être la définition du Quotidien.

Dans le Livre

Aux typos unitaires : mercredi prochain 18 août, salle Raymond-Lefèvre, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau, assemblée générale extraordinaire. Ordre du jour : Salaires et coût de la vie.

Conseil syndical lundi soir.

Les traitements du personnel administratif de la Seine

Six sous-commissions ont été nommées pour étudier la révision des salaires et traitements et du statut des divers personnels de la ville de Paris et du département de la Seine.

Elles se sont réunies plusieurs fois et ont émis l'avis qu'il y avait lieu de prendre pour base de réforme les traitements et salaires de 1914 qui seraient majorés d'un coefficient à déterminer et dont le taux serait plus élevé en faveur des employés et ouvriers des derniers échelons de la hiérarchie, tout en tenant compte des regroupements et reclassements effectués en 1919 ainsi que de ceux qui sont intervenus postérieurement.

Les échelles de traitement et de salaires seraient divisées en deux parties : une partie fixe et une partie mobile, cette dernière serait soumise aux fluctuations du coût de la vie.

Communicés syndicaux

Métiers (Section du Bronze). — Le secrétaire rappelle à tous les syndiqués que, en vue de la prochaine campagne de réunions à mener dans la Corporation, il importe que tous les syndiqués suivent le plus possible les communications.

Nous rappelons que la permanence est tenue tous les lundis et mercredis, de 18 heures à 19 heures, et le samedi, de 14 heures à 15 heures, pour tous les renseignements.

DANS LE S. U. B.

Réunion du lundi 11 août

SERRURERIE. — Conseil à 18 heures, Bureau 13 (4^e étage), Bourse du Travail.

PLOMBIERS-POSEURS. — Réunion du Comité mardi, à 17 h. 30.

Les camarades Charbonneau et Corre sont priés d'être présents.

Très urgent.

La Vie de l'Union Anarchiste

Fédération de la Seine

Ecole du Propagandiste Anarchiste. — Les élèves et amis de l'Ecole du Propagandiste sont instamment priés d'assister à la réunion qui aura lieu mercredi 13 août, à 21 heures précises, 51, rue du Château-d'Eau (Eau).

Groupe Universitaire et des 5^e et 6^e. — Jeudi prochain, réunion habituelle, 6, rue Lanneau. Conférence dialoguée sur : « Communisme et Individualisme ».

Groupe du 42^e. — Ce soir, à 20 h. 30, boulevard de Reuilly, 35, causerie par la camarade Marcelle. Sujet traité : « La Femme ». Appel est fait aux camarades femmes. Compte rendu financier.

Groupe Anarchiste de Pantin-Aubervilliers. — Le Groupe organise, pour le mardi 12, à 20 h. 30, un grand meeting, dans la salle des Conférences, square d'Aubervilliers, avenue de la République : La Vérité sur les bagnoles militaires et l'amnistie.

Concours assuré du camarade Cané du Comité de Défense Sociale ; Brouatchoux, des Réfractaires ; d'un camarade de l'U. A. et de ses copains du Groupe.

Moyens de communication : ligne 50, place de la République-Aubervilliers ; métro, porte de la Villette.

Province

Groupe Libertaire de Trézé. — Depuis quelques mois, les camarades ont l'air d'abandonner les réunions. Pourtant, camarades, il y a de la besogne à abattre : l'amnistie n'est pas votée et les emmarrés ont besoin du concours de tous. Donc, secouez votre ar�thrite et venez tous à la réunion qui aura lieu aujourd'hui, 11 août, à 16 heures, salle de la Marachère.

Le Groupe recevra les thunes mensuelles.